

# Nukleel ?

AVRIL - MAI 81  
N° 12 - 3 Francs

journal breton d'information nucléaire

**DOSSIER :**  
**LUTTES ANTI-NUCLÉAIRES**  
**EN IRLANDE, GRANDE-BRETAGNE**  
**et U.S.A.**



# A PLOGOFF DÉBUT FÉVRIER LES PROVOCATIONS DU P.C.F.

## LE POINT DE VUE DU COMITÉ DE DÉFENSE

*Q. Tu es membre du comité de défense. Que s'est-il passé début février à Plogoff?*

Depuis plusieurs semaines les attaques de la cellule du PCF du cap étaient incessantes et provocatrices. Rappelons que 2 ans auparavant, elle appelait ses militants et sympathisants à manifester à Quimper contre la centrale de Plogoff. Aussi avons nous décidé de demander des explications à Mme Gouriou, secrétaire de la cellule de Plogoff.

Le vendredi 6 février à 18h30, nous nous présentions à une cinquantaine de personnes environ devant son domicile sur la voie publique. Elle ferma ses volets et verrouilla sa porte d'entrée; aucun dialogue n'était possible. Bien entendu les quolibets et invectives fusèrent durant 2h environ. Pendant cette manifestation, deux amis de Primelin essayèrent de la voir; on leur intima gentiment l'ordre de retourner chez eux, ce qu'ils firent. Par la suite chacun rentra chez soi.

*Q. La manifestation n'en est pas restée là...*

Le lendemain, samedi 7 février, j'apprenais, un peu avant midi, que presque tous les militants communistes du Finistère, en soutien à Mme Gouriou, devaient défiler avec banderolles et procèderaient au collage d'affiches du PCF sur la commune. Aussitôt la pyramide du téléphone s'est mise en marche et à 17h, la sirène résonna. Nous appelions donc à manifester pour empêcher que notre commune soit tapissée par leurs affiches infâmes.

Les premières voitures du PCF commencèrent à arriver vers 16h30 et se rendirent chez Mme Gouriou. De notre côté, nous étions 300 à 400 environ. Après le passage de Michel Mazéas, maire de Douarnenez, qui nous fit un bras d'honneur, nous décidions d'arrêter les autres voitures, en les obligeant à faire demi-tour.

Une voiture a essayé de forcer le barrage humain; je me suis interposé et j'ai réussi à l'arrêter en lui intimant l'ordre de retourner, ce qu'elle fit sans trop protester devant nos menaces. Des banderolles et beaucoup d'affiches furent récupérées et brûlées sur place. Une centaine de communistes purent atteindre le domicile de Mme Gouriou. Plusieurs voitures quittèrent Plogoff et l'affrontement devint sérieux lorsque trois voitures foncèrent dans la foule projetant plusieurs manifestants. Heureusement, il n'y a eu aucun blessé à déplorer; à ce moment là nous étions un millier environ.

Ayant appris les événements qui se déroulaient au bourg de Plogoff, les 42 personnes qui étaient restées chez Mme Gouriou, décidèrent de se cloîtrer à son domicile pour la nuit. C'est ce qu'ils ont appelé "séquestration".

Pour éviter tout affrontement compromettant, nous avons décidé de passer la nuit dans notre voiture, face à cette demeure. Le lendemain, dimanche 8 février vers 10h, ils partirent voitures après voitures par intervalles de 5mn. A 11h10 la dernière voiture quittait le territoire de Plogoff.

Q. Le 12 février une délégation communiste est revenue...

Par la presse, nous apprenions que plusieurs parlementaires communistes viendraient soutenir Mme Gouriou à Plogoff.

Sous la menace de cette nouvelle provocation, nous décidons que Plogoff devienne ville morte ce jour là. Les magasins fermèrent de 14h à 18h. Des pancartes furent posées le long de la route menant à Plogoff: "KABOUL-VITRY-MONTIGNY" et sur le clocher une grande pancarte "ATTENTION L'ARMEE ROUGE ARRIVE?".

Le cortège se présenta, accompagné de 2 fourgonnettes de gendarmes et du colonnel de gendarmerie de Quimper. Ils passèrent comme une étoile filante leur action provocatrice ayant échoué.

Q. Aux dernières nouvelles, on parle d'achats de terrains à Plogoff et dans les communes environnantes?

Les propriétaires de terrains convoités par EDF, sont convoqués chez le notaire ou à l'antenne de Quimper, soit par téléphone, soit par lettre. On leur demande de faire comme leurs voisins qui, soi-disant, ont déjà signé.

**NON A " CENTRALE:  
TOUS A QUIMPER**

**Le SAMEDI 18 NOVEMBRE**  
**15h place du champ de foire**

EXTRAIT de la VOIX des CAPISTES  
JOURNAL EDITE PAR LA SECTION du CAP du P.C.F.

Le comité de défense de Plogoff, réuni le lundi 6 novembre a décidé à l'unanimité une manifestation contre la centrale nucléaire avant la session du conseil général qui prendra une décision entre les 20 et 30 novembre.

Notre section du Cap du PCF a maintes fois défini son irréductible opposition à l'implantation d'une centrale nucléaire à la Pte du Raz. Elle a exprimé la position de notre Parti lors du meeting de lutte organisé le 22 sept 78 à Plogoff :

- Le Parti Communiste Français est pour le progrès scientifique dans la mesure où la science est mise au service de l'homme pour lui permettre de vivre mieux. C'est pour cela que nous pensons que la recherche doit se poursuivre dans le domaine nucléaire jusqu'à ce que cette énergie puisse être utilisée dans les conditions de fiabilité qu'exige notre sécurité à tous.

Or, ce n'est pas dans cette voie que s'engage le pouvoir. A la politique du "tout pétrole" hier, succède aujourd'hui le "tout-nucléaire" parce que l'exige l'intérêt de grandes sociétés privées et étrangères pour lesquelles la recherche du profit s'oppose à celle de la sécurité comme en témoignent les nombreux accidents qui se produisent dans le monde.

Enfin les populations et les collectivités locales concernées doivent être consultées, ce qui n'est pas fait : le pouvoir, en ce domaine, veut imposer.

C'est sur ces bases que notre section du CAP du P.C.F. participera activement à la manifestation du samedi 18 novembre dont le rassemblement est prévu à 15 H Place du Champ de Foire à QUIMPER.

Aussi, nous appelons TOUTE LA POPULATION à manifester massivement son opposition à la centrale nucléaire le 18 NOVEMBRE.

PLOGOFF, le 12-11-78

Le secrétaire : J. GOURIOU

# LE POINT DE VUE DE LA COORDINATION DES C.L.I.N.

LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS A LA  
MEMOIRE (VOLONTAIREMENT ?) COURTE.

- Lorsqu'il affirme que les anti-nucléaires ne sont qu'une "poignée d'enragés", a-t-il oublié les 50.000 rassemblés le 16 Mars 1980 à la Pointe du Raz ? les 150.000 de la Pente-côte ? A-t-il oublié l'énorme mobilisation qu'ont suscitée les manifestations de Plogoff, Quimper ou Brest, contre le programme nucléaire de Giscard d'Estaing ?

- Lorsqu'il prétend que seul le nucléaire peut créer des emplois et favoriser l'industrialisation de la Bretagne, se rappelle-t-il que ce sont les mêmes considérations qu'il avançait en 1978 pour s'opposer fermement aux implantations de centrales nucléaires ? Oublie-t-il que toutes les études économiques prouvent :

1 - que la Bretagne (5 départements) n'est pas déficitaire en énergie, au contraire.

2 - que les nombreuses fermetures d'entreprises en Bretagne, n'ont absolument pas pour cause un manque de production d'énergie, mais sont bien la conséquence d'une restructuration du système capitaliste, de plus en plus concentré, et qui n'a que faire des intérêts des populations.

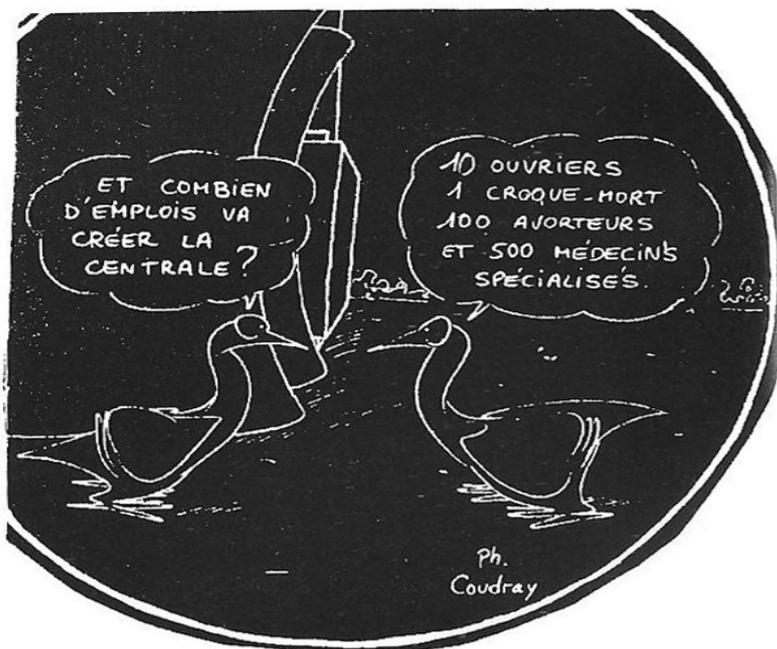
3 - que les créations de centrales nucléaires, partout en France, loin d'apporter quelque chose en matière d'emploi, compromettent gravement les activités traditionnelles des régions intéressées.

- Lorsqu'il prétend que les antinucléaires du Cap portent des atteintes intolérables à la Démocratie et refusent le nécessaire débat sur la question, se rend-il compte :

1 - que jamais le P.C. n'étaye ses propos pronucléaires par une quelconque argumentation scientifique ou économique, mais que toujours il se contente de lancer des affirmations gratuites qui tiennent plus du slogan que d'une tentative d'explication.

2 - que, pour les populations du Cap, qui ont mûrement réfléchi à la question, le débat démocratique sur le nucléaire leur a toujours été refusé, et que, au moment où une centrale leur est imposée, l'heure n'est plus à la concertation.

3 - que, chaque fois que des organisations ont voulu provoquer un débat public avec lui, le P.C.F. l'a toujours refusé.



- Alors, se rendant compte que ses positions pronucléaires ne sont pas crédibles, même auprès de ses propres militants, il ne reste plus au P.C.F. qu'à taper sur la table, provoquer délibérément des situations de tension, et passer aux insultes les plus basses, les plus gratuites : le fascisme des antinucléaires du Cap !

JE CHANGE D'OPINION COMME DE CHEMISE MAIS JE RESTE COMMUNISTE (À CONDITION DE PORTER LA MÊME CHEMISE QUE GEORGES)

Le P.C.F. ne peut oublier à quel genre de fascisme, indidieux d'abord, puis violent pendant l'enquête, ont été soumis ces mêmes antinucléaires. Que, chaque fois qu'un fascisme se fait dominateur, il suscite aussitôt un autre phénomène qui s'appelle Résistance Populaire. C'est ce qui se produit dans le Cap, et ce ne sont pas les injures du P.C.F. qui entameront cette résistance, en laquelle se reconnaît la grande majorité de la population. Il faut être aveugle, borné ou de mauvaise foi pour ne pas s'en rendre compte. Le P.C.F. devrait y réfléchir, s'il veut éviter que ces insultes ne se retournent contre lui.

Est-il nécessaire de relever les propos racistes du P.C.F. qui s'abaisse à qualifier les antinucléaires du Cap d'"émules de Hitler et d'alcooliques". Voilà une analyse politique qui ne manque pas de tenue !!

Nous nous réjouissons par ailleurs du fait que la population de Plogoff, grâce au sang-froid de son Comité de Défense et de sa Municipalité, ait fait avorter la dernière provocation que constituait la venue des parlementaires communistes à Plogoff.

Pour la Coordination Antinucléaire  
Bretagne,

1977



1980



Nous sommes des alcooliques, des irresponsables, fascistes, tels sont les propos dont les responsables d'une centrale syndicale traitent ses militants : ils oublient qu'on peut être anti-nucléaire et faire partie de la classe ouvrière, des travailleurs comme ils nous appellent;

## RÉFLEXION D'UN MILITANT ANTI-NUCLÉAIRE SYNDIQUÉ A LA C.G.T.

Nous sommes allés à PLOGOFF, en oubliant notre étiquette politique et syndicale. Nous sommes allés défendre la liberté d'expression, le droit de vivre et de travailler au pays, soutenir la population du Cap dans sa lutte contre le pouvoir. Nous sommes allés à PLOGOFF dans le même état d'esprit, avec la même détermination que lors d'une manifestation syndicale.

LE NUCLEAIRE C'EST NOTRE AFFAIRE AUSSI, A NOUS MILITANTS C.G.T.-

A l'heure où l'EUROPE et beaucoup d'autres pays s'interrogent sur le choix du

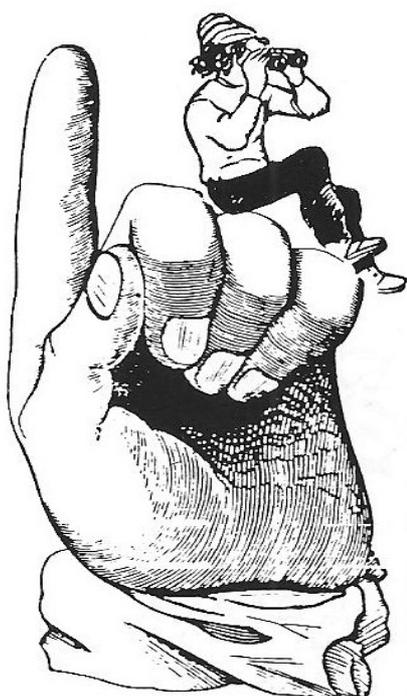
nucléaire, au moment où la contestation se développe face à ce choix mal défini, un grand nombre de militants de base de la C.G.T. se sont interrogés sur le problème de l'ENERGIE, droguée de la civilisation industrielle.

- Sur les problèmes de consommation d'énergie, qui doit doubler tous les dix ans ! Personne ne sait pourquoi, même pas E.D.F. Nous consommons deux fois plus d'énergie qu'en 1968, sans être deux fois plus nombreux. Par contre nous sommes deux fois plus bétonnés pollués, la nature est détruite, les océans sont devenus des égouts planétaires.

Tous ces débats importants se font au niveau de certaines sections; seulement, il est très difficile de l'amener à la tête du syndicat.

De 1978 jusqu'à février 81, la C.G.T. sur le plan départemental adit : " NON AU NUCLEAIRE A PLOGOFF " Elle a dénoncé la violence des forces de l'ordre à PLOGOFF et à QUIMPER, mais timidement. Néanmoins, un grand nombre de sections, et d'unions locales, soutiennent individuellement la population du CAP SIZUN.

Mais depuis son " parrain ", le parti communiste a pris une position nette : " OUI à la CENTRALE A PLOGOFF ". Alors, à la C.G.T. il ne faut pas le décevoir, on prend les mêmes décisions, certes plus discrètement,



sans grande publicité, sans tenir compte des propositions de la base, sans qu'une information sérieuse et honnête sur les risques et les buts du nucléaire ait eu lieu.

Le 21 février 81, l'Union Départementale C.G.T. déclare : " LES SCIENTIFIQUES ONT RETENU PLOGOFF ", l'U.D. respecte ce choix. N'a-t-elle que cette argumentation ? La C.G.T. est-elle devenue une vieille dame ? Non ! mais dame de compagnie du P.C.

MAIS ALORS, COMMENT FAIRE :

Alors, on nous accuse, ceux qui s'interrogent sur le nucléaire de vouloir revenir à la bougie. D'accepter le chômage, alors qu'il semble donc malheureusement plus sérieux de craindre des suppressions d'emplois, plutôt que la création promise par le pouvoir et E.D.F.

En se prononçant pour des réacteurs " sûrs ", la C.G.T. tient le même discours que le pouvoir et E.D.F. qui les construisent. Que fait la C.G.T. pour que les réacteurs soient et demeurent sûrs ? (fissures, Harrisburg, arrêts d'urgence etc... connaît pas..)

Que fait la C.G.T. pour garantir la sécurité dans l'usine de re-

traitement de LA HAGUE, alors que le personnel dénonce lui-même la vétusté, la dégradation et les risques ?

Qu'a fait la C.G.T. lors des derniers incidents de LA HAGUE, ses protestations sont discrètes.

NOUS EXIGEONS :

- Une information sérieuse et honnête sur les risques et les buts du nucléaire.

- La publication complète du plan ORSEC-RAD.

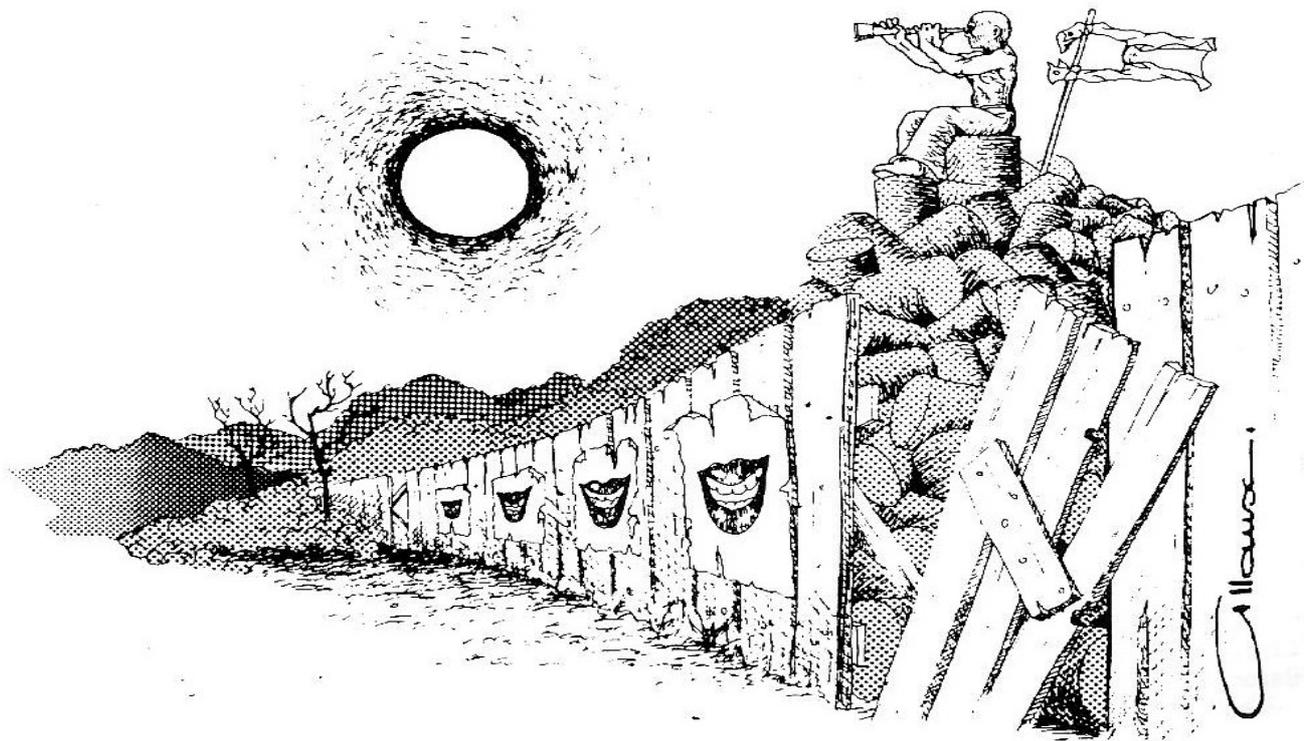
- Arrêt de l'industrie nucléaire civile et militaire.

Une réflexion et une recherche sur les technologies économiques en énergie (techniques douces) menant au remplacement de technologies dures, dispendieuses et polluantes.

Le choix de l'énergie nucléaire est le choix d'un type de société hyper-centralisée aux mains et au service du grand capital, se faisant au mépris des travailleurs et des populations.

La responsabilité de notre combat syndical exige de nous-mêmes et de la C.G.T. toute entière un travail d'information, des prises de positions claires et un engagement véritable dans la lutte.

M.B.



# PLOGOFF-ALTERNATIVES :

## GAGNER LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE EN DÉMONTRANT QU'IL Y A DES ALTERNATIVES

### LA SITUATION A PLOGOFF :

Depuis novembre 1980 et la signature du décret d'utilité publique par Raymond Barre, les pouvoirs publics et l'E.D.F. affirment très haut que "la centrale de Plogoff sera construite". Le dossier de construction de la centrale ne relève plus de la Région Equipement de TOURS mais de la Région Equipement E.D.F. de CLAMART. Ce changement de maître d'oeuvre s'est traduit par des modifications techniques (port à DOUARNENEZ, déplacement des réacteurs vers l'est sur le site de PLOGOFF) mais surtout par des changements au niveau des méthodes de propagande.

La force ayant donné des résultats inverses de ceux escomptés, l'E.D.F. a changé de tactique et multiplie actuellement les sourires pour "construire la centrale dans les esprits avant de la construire sur le terrain." Jean Michel FAUVE, responsable principal du projet, se targue même de pouvoir construire la centrale sans le renfort des forces de l'ordre.

Mais PLOGOFF continue à résister dans un climat de plus en plus tendu de guerre psychologique, où les armes les plus diverses sont utilisées : délation contre les personnes, provocations de toutes sortes, asphyxie économique par le chantage aux subventions et aux crédits, tentatives d'isolement des opposants qualifiés d'excités, de violents et même de fascistes et d'alcooliques. L'argent des contribuables et des usagers de l'E.D.F. est utilisé pour faire plier les indécis, notamment pour l'achat de terrains et de logements.

PLOGOFF se défend mais propose également des alternatives au nucléaire, tant énergétiques qu'économiques. C'est le but que s'est fixée l'association PLOGOFF-ALTERNATIVES, épaulée par tous ceux qui s'intéressent aux énergies renouvelables en BRETAGNE et en particulier le C.R.E.P.T.A.B. Nous voulons, dans la mesure de nos moyens, transformer PLOGOFF et sa région en terrain d'expérimentation et d'application des énergies renouvelables.

### PLOGOFF EN BRETAGNE :

Avec 3 millions d'habitants et 120 000 chômeurs sur les cinq départements, les Bretons ne se cherchent plus, ils s'accrochent aux épaves du progrès : automobile, téléphone, construction navale, résidences secondaires... Un seul espoir : l'industrie agro-alimentaire et le nucléaire civil et militaire. Les pouvoirs publics, avec la bénédiction des assemblées régionale et départementale, ne conçoivent rien d'autre pour la BRETAGNE.

Et pourtant le DANEMARK, avec 5 millions d'habitants, a renoncé à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Il mise sur le charbon, les économies d'énergie et les énergies renouvelables pour réduire sa dépendance pétrolière. Si ce pari semble réaliste pour un pays moins favorisé que le notre par le climat et la situation maritime, pourquoi ne pas le tenter en BRETAGNE ?

Depuis l'enquête publique à PLOGOFF et la marée noire du Tanio, une grande majorité de Bretons n'a plus confiance et se dit qu'après tout la BRETAGNE est capable de construire elle-même son avenir. Le succès du projet Alter Breton et l'écho que rencontrent les expériences mettant en oeuvre des énergies nouvelles sont des indices qui ne trompent pas.

Le mouvement autour de PLOGOFF a développé tout un courant d'idées et d'initiatives contrastant avec le découragement dans d'autres régions. La lutte de PLOGOFF est orientée d'abord contre le nucléaire, mais c'est aussi une lutte régionale et culturelle, c'est ce qui fait sa force et son dynamisme.



**Une maison autonome à PLOGOFF <Ti-Planedenn>**

## **Pourquoi Plogoff .**

## **Alternatives ?**

Plogoff-Alternatives est une association loi 1901 née le 9 mai 1980 après l'enquête publique à PLOGOFF et suite à un voyage au LARZAC, pour préparer le grand rassemblement de la Pentecôte 1980. Pour contrer la tactique d'asphyxie économique des habitants du plateau par le pouvoir, les paysans du LARZAC ont mis en place l'A.P.A.L. (Association de Promotion de l'Agriculture sur le Larzac), association qui leur permet de réaliser chemins, installations téléphoniques, bergeries, etc. Dans le même esprit et compte tenu des mauvaises dispositions des pouvoirs publics, Plogoff-Alternatives se propose de réaliser, dans la mesure de ses moyens, des installations utilisant les énergies renouvelables à PLOGOFF et dans le CAP SIZUN.

La première étape est l'information sur les énergies douces et dans ce cadre nous avons déjà organisé, le 29 novembre 1980, une visite d'installation de production de gaz de fumier chez Monsieur CHEVALLIER en Ille et Vilaine. Une soixantaine de personnes, dont un tiers d'agriculteurs, participaient au voyage, qui s'est concrétisé par des réalisations sur le terrain comme on le verra plus loin. Depuis, en collaboration avec d'autres associations, nous avons fait venir en Bretagne des étudiants ayant participé à la construction de la grande éolienne de Twind au Danemark.

La seconde est la formation des particuliers et surtout des artisans aux techniques solaires. En février 1981 a eu lieu à PLOGOFF une première réunion avec un architecte de Nantes, spécialisé dans l'architecture bioclimatique. Les artisans qui ont suivi cette réunion ont pu constater que ce type de construction était parfaitement au point et

assez facile à mettre en oeuvre. Les réalisations projetées pour l'avenir seront autant de lieux de formation.

La troisième étape est la réalisation et l'aide à la construction d'installations individuelles ou collectives dans la région. Une installation de production de biométhane fonctionne déjà dans le Cap Sizun, une autre va être bientôt mise en chantier. Nous aidons techniquement et financièrement les agriculteurs qui entreprennent des réalisations. Ces initiatives ont d'autant

plus d'impact qu'elles font appel au bénévolat pour leur mise en oeuvre. La construction d'une installation comprenant trois cuves et un gazomètre revient à 25 000 F., avec une main d'oeuvre bénévole, et suffit à couvrir les besoins d'une ferme de 17 à 20 hectares. Nous espérons que ce mouvement ira en s'amplifiant et nous invitons tous les comités antinucléaires à aller de l'avant. Mais un projet plus important est actuellement à l'étude, il s'agit de la réalisation d'une Maison Autonome à PLOGOFF.

## **Pourquoi une maison autonome?**

---

Actuellement il existe des maisons solaires, des maisons bioclimatiques, des éoliennes, etc., disséminées dans tout le pays, mais pas de maison utilisant harmonieusement toutes ces énergies renouvelables. La maison qui sera construite à PLOGOFF sera entièrement autonome, c'est à dire qu'elle ne fera appel qu'au vent et au soleil pour son approvisionnement en énergie.

Cette maison sera d'abord une vitrine qui montrera que les énergies renouvelables ont leur place en Bretagne et que seuls des intérêts financiers empêchent leur développement. Elle sera aussi le point de départ d'un défi à tous ceux qui envisagent seulement la solution nucléaire pour notre région.

En lançant ce projet nous voulons aborder le problème de l'énergie de façon concrète, donc d'abord au niveau de l'habitat, de la vie quotidienne. Nous voulons aussi former des artisans qui, demain, forts de l'expérience acquise, miseront sur l'avenir. Nous savons déjà que la construction de la Maison Autonome de Plogoff suscitera, partout dans

notre région, une floraison d'initiatives et de réalisations. Les énergies renouvelables deviendront alors crédibles pour le plus grand nombre et le nucléaire, présenté comme une nécessité apparaîtra alors comme un pari inutile et dangereux.

### **Le concours et le projet**

Cette maison servira de bâtiment d'accueil pour tous les visiteurs pour qui PLOGOFF représente actuellement un symbole. Elle sera aussi une Maison pour Tous pour les habitants de PLOGOFF. La Mairie est d'ailleurs associée au projet et achète le terrain qui sera loué à Plogoff-Alternatives, maître d'ouvrage du projet. Le lieu retenu pour la construction est situé à Trogor, où s'est déroulée la plus grande partie de l'enquête publique.

Un concours d'architecture a été lancé auprès de dizaines d'équipes de concepteurs (architectes et thermiciens). Il est clos depuis le 27 février 1981 et a fait l'objet d'une exposition à l'école de Lescoff. Un jury, composé

des maîtres d'ouvrage, de techniciens et d'architectes s'est réuni le dimanche 8 mars pour choisir les quatre meilleures idées.

La seconde phase du concours mettra en concurrence les quatre lauréats précédents pour l'élaboration des avant-projets, qui seront remis pour le 17 avril. Le même jury, présidé par Haroun TAZIEFF, choisira le lauréat du concours le dimanche 19 avril, jour de Pâques. Le projet retenu sera aussitôt déposé à la mairie pour la demande de permis de construire. Les travaux débiteront au cours de l'été 1981.

La Maison Autonome de PLOGOFF ne sera pas une maison dite solaire, mais avant tout une maison économe en énergie. Aucune technologie sophistiquée ne sera retenue pour permettre sa réalisation par des artisans locaux avec des bénévoles travaillant sous leur responsabilité. Une éolienne de 3 KW assurera l'alimentation en énergie électrique.

Le bâtiment comprendra trois zones bien séparées. La première sera un hall d'accueil et d'exposition grand public, qui pourra servir à l'occasion (surtout le soir) de salle de réunion, avec possibilité de subdiviser la grande salle. La seconde partie sera réservée au service avec bureaux, salle d'archives, bibliothèque. Un logement de service complètera l'ensemble qui couvrira une surface d'environ 200 m<sup>2</sup>. Du point de vue chauffage, la partie réservée au public aura une faible inertie thermique et un chauffage solaire par gain direct, l'appoint étant assuré par une cheminée avec récupérateur de chaleur. La partie privée aura par contre une forte inertie thermique avec un chauffage solaire actif et passif.

Le coût de cette construction est estimé à 700 000 F et pour la financer nous lançons une souscription en Bretagne, en France et à l'étranger. Déjà les adhérents de Plogoff-Alternative ont commencé à collecter les fonds nécessaires. Tous ceux qui désirent de la documentation peuvent nous écrire.

PAQUES : 19 AVRIL :

Le jour de Pâques, après la délibération du jury et le choix du lauréat du concours, Haroun TAZIEFF et le maire de PLOGOFF Amélie KERLOCH, poseront la première pierre de la Maison Autonome.

Rendez-vous à tous ceux qui soutiennent notre action et qui veulent montrer que PLOGOFF n'est pas seul à se joindre à nous le 19 avril.

PLOGOFF-ALTERNATIVES  
B.P.3  
PLOGOFF  
29113 AUDIERNE



**QUOI QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR CETTE MAISON SERA CONSTRUITE ET REPRÉSENTERA NOTRE FOI EN UN AVENIR SANS NUCLÉAIRE.**

# UN TECHNICIEN GRAVEMENT IRRADIÉ A L'ARSENAL DE BREST

Fin janvier, un technicien de l'arsenal de Brest chargé d'installer des sondes de mesure de la radioactivité et amené à manipuler des sources radioactives a été informé par le service chargé de la protection radiologique que les films dosimètres qu'il portait sur lui en décembre indiquaient qu'il avait subi une irradiation de 2,5 Rem.

CECI CONSTITUE UNE TRES FORTE

DOSE. :

Les normes de radioprotection prévoient en effet que la dose maximale pour un agent travaillant en zone très radioactive soit de 5 Rem par an. Si la cause de l'irradiation existait toujours en janvier, on peut supposer que cet agent pourrait avoir atteint cette dose en deux mois.

Les films qu'il portait sur lui et qui concernaient le mois de janvier ont donc été expédiés d'urgence au service de contrôle :

CES FILMS NE SONT JAMAIS ARRIVES A DESTINATION ET ON IGNORE OU ILS SONT PASSES !

Ceci se passe de commentaires !

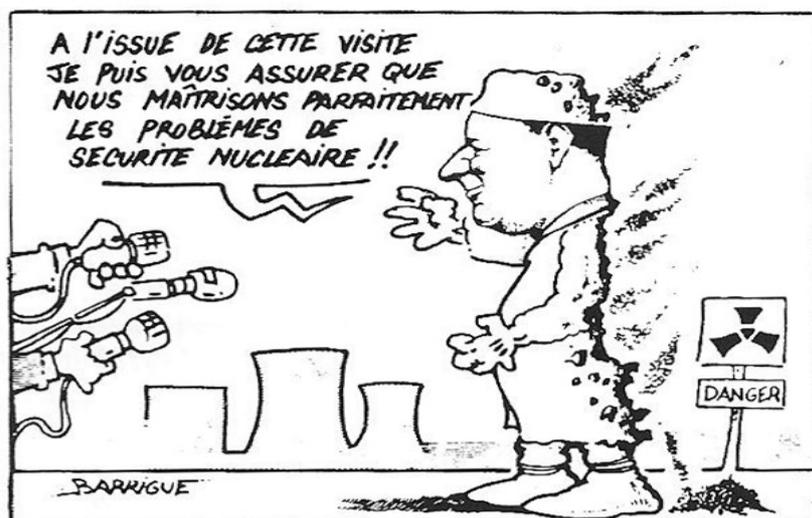
Un contrôle de tous les lieux où le technicien en question a travaillé a été effectué. Aucune source d'irradiation n'a été décelée. Par contre, sur ordre du Directeur de l'arsenal, ce technicien a été transféré sur un autre poste sur lequel il n'a plus à être en contact avec des sources de radiation. Il a été remplacé sur son poste de travail, la sécurité de son remplaçant est-elle garantie ? Qui peut l'affirmer ! Le mystère de la disparition du film, lui aussi reste entier.

La gendarmerie maritime enquête, le technicien a lui-même été interrogé pendant 3 heures.

Le syndicat CGT informé de cette affaire a pris contact avec le Directeur de l'arsenal, une information a été faite sur le secteur de travail où s'est produit l'incident.

On peut penser qu'une information plus large s'impose et qu'il soit répondu à deux questions essentielles :

- Quelle est la cause de cette irradiation ?
- Comment un film dosimètre peut-il disparaître ?



# informations

Un de nos camarades de l'atelier utilise pour son travail des sources radio-actives. Il est P.D.A. (Personnel Directement Affecté) et à ce titre il est contrôlé médicalement tous les 6 mois et mensuellement par des films.

1) Le développement des films du mois de DECEMBRE 1980 s'est avéré positif. Une enquête technique, déclenchée par PARIS, a été menée.

L'aboutissement de cette enquête démontrerait que logiquement il n'est pas possible de prendre la dose indiquée avec les sources qu'utilise notre camarade.

2) Les films du mois de JANVIER seraient perçus.

3) Notre camarade est suspendu de son travail avec les sources pour 3 mois (règlementation).

4) Compte tenu du résultat de l'enquête technique menée par la D.C.A.N. le Directeur a décidé d'en appeler à une enquête de gendarmerie.

En ce qui concerne notre section syndicale C.G.T. et notre syndicat, nous exigeons que toute la lumière soit faite sur cette affaire.

Nous suivons avec la plus grande attention le déroulement de ces événements qui concernent en premier lieu la sécurité.

Nous vous tiendrons informés de la suite de cette affaire.

Copie de la lettre que notre syndicat a transmise au Directeur en date du 11 FEVRIER 1981.

"Monsieur le Directeur,

Nous venons d'apprendre que les films permettant de mesurer les doses radioactives reçues, ont révélé pour Monsieur Jean MARC de l'atelier ELO, une dose de 3,5 à 3,8 rems pour le seul mois de DECEMBRE et que les films de JANVIER concernant ce même travailleur ont disparu.

Dans l'hypothèse où la mesure effectuée pour le mois de DECEMBRE correspond à la réalité, il est clair que les mesures de sécurité indispensables ne sont pas prises.

De toute façon, du fait de la disparition des films de JANVIER nous pouvons affirmer que le suivi des personnels exposés à des risques d'irradiations manque totalement de sérieux. De plus si, comme il est possible, le résultat des mesures ne correspond pas à la réalité pour Monsieur MARC, ce serait un élément supplémentaire pour affirmer qu'aucun contrôle sérieux n'est effectué dans notre établissement vis à vis des personnels exposés aux irradiations.

La gravité de ces faits nous amène à vous demander une audience dans le plus bref délai.

Dans l'attente,

Veuillez recevoir,....."

# DES LUTTES ANTI-NUCLÉAIRES A L'ÉTRANGER

## IRLANDE

### DES PROJETS REPOUSSÉS DE 3 A 5 ANS

#### Interview d'un militant anti-nucléaire

INTERVIEW D'UN MILITANT ANTI-NUCLEAIRE IRLANDAIS, LORS DU 3ème RASSEMBLEMENT DE CARNSORE EN AOUT 1980.

PEUX-TU RAPPELER LES PROJETS DE L'ÉTAT IRLANDAIS ET COMMENT S'EST DÉVELOPPÉ LE MOUVEMENT ANTINUCLÉAIRE ?

L'état a commencé, publiquement au moins, à parler d'une centrale en 1976. C'est la coalition gouvernementale du Labour Party (travailleuse) et du Fine Gael (conservateur) qui a projeté une centrale à Carnsore et prévu le début des travaux pour 1982.

L'année suivante le Fine (droite) a remporté les élections et a confirmé la date de 1982 pour la première centrale. Ultérieurement ils parlaient de 4 centrales ici à Carnsore. Cela a lancé le débat public.

En 1977, un groupe local se constitue à Wexford en liaison avec les Amis de la Terre de Dublin. Ils commencent un travail d'information sur le nucléaire, les effets du nucléaire. Les Amis de la Terre deviennent un lieu privilégié du débat et en 2, 3 mois deux tendances se sont déclarées :

- Une première tendance écologiste, très institutionnalisée, légaliste, les Amis de la Terre comme on les connaît bien partout.

- Une autre tendance plus radicale, plus militante, axée sur la construction du mouvement de masse avec des groupes locaux de lutte contre le nucléaire. Ces derniers ont organisé le premier rassemblement antinucléaire irlandais à Carnsore; contre l'avis des Amis de la Terre qui jugeaient un tel rassemblement irréaliste, utopique. Les 25 000 personnes qui se sont rassemblées en 1978 ont prouvé le contraire.

La mobilisation se poursuit durant l'hiver 78-79, avec une importante campagne d'information dans tout le pays. Le gouvernement fut obligé d'admettre qu'il y avait nécessité d'un débat et en avril 79 il déclare qu'il y aurait une enquête publique en Irlande pour décider de la mise en place ou non de centrales nucléaires en Irlande.

Cette déclaration était une petite défaite pour l'état et une concession au mouvement antinucléaire. En avril 1980 eut lieu un changement interne de gouvernement et le nouveau ministre de l'énergie a déclaré publiquement qu'il ne

parlerait plus du nucléaire pour 2 ans : (une sorte de moratoire informel jusqu'en 82).

Cela revient à repousser les projets pour 3 à 5 ans et c'est une défaite grave pour l'état, défaite que l'état ressent bien.

Ayant perdu du terrain sur la question de la centrale, le gouvernement a fait un revirement important sur les mines d'uranium. Ils ont fait très attention pour démarrer les recherches et l'exploitation de l'uranium, recherches qui ont lieu massivement depuis deux ans un peu partout dans le pays.

### Quelques dates

1976 : Le gouvernement annonce une centrale nucléaire à CARNSORE.  
Début des travaux : 1982.

1977 : Changement de gouvernement, projet confirmé,  
ultérieurement 4 centrales à CARNSORE.

1978 : Groupes d'information antinucléaire à WEXFORD et DUBLIN.  
25 000 personnes au 1er rassemblement à CARNSORE.  
Développement de l'information à travers le pays

1979 : Le gouvernement reconnaît la nécessité d'une "enquête publique".  
Développement rapide des recherches de mines d'uranium.  
2ème rassemblement à CARNSORE : plus de 50 000 personnes.  
Développement des groupes de base.

Avril 1980 : Le nouveau ministre de l'énergie repousse toute décision d'ici deux ans.

## LES STRUCTURES DU MOUVEMENT ANTI-NUCLÉAIRE IRLANDAIS

### COMMENT SE FAIT LE TRAVAIL DES COMITÉS ANTINUCLÉAIRES, LEUR COORDINATION ?

Depuis le 1er Carnsore, nous avons commencé par un travail d'information très simple, à la base partout dans le pays. Ce travail est fait sur la base de groupes locaux, autonomes, et ouverts à tous. Ils se réunissent 1 ou 2 fois tous les 15 jours et décident de leurs travaux d'information, des actions dans le quartier, l'école, la région.

Il y a environ 40 groupes aujourd'hui. Des groupes où il peut y avoir 5 ou 6 personnes ou 30 à 60 comme à Dublin.

La coordination se fait par assemblée générale tous les 3 ou 4 mois (9 en 2 ans). Assemblée générale où tous les problèmes du mouvement se discutent, s'approfondissent, où toutes les décisions du mouvement sont prises. On a refusé toute autre coordination centralisatrice, toute autre structure de délégué en dehors des assemblées générales. Cela a créé un débat féroce. Certains disaient

que c'était trop lourd, qu'il fallait une coordination plus restreinte.

Mais les assemblées générales de 200, 400 personnes ont prouvé qu'elles étaient efficaces. Aujourd'hui il y a des coordinations spécifiques qui se réunissent sur un problème précis. Par exemple Carnsore 80 est réalisé par un collectif de militants qui sont là à titre individuel. Ils ne représentent pas leur groupe.

La critique de ce système doit être faite sur des bases réelles : les succès ou les échecs. Or c'est positif, on avance, il y a une atmosphère où les gens se sentent partie prenante du mouvement.

Bien sûr, il y a des lacunes :

- Ce type de structure demande un militantisme assez poussé à la base.
- Il y a les problèmes de déplacement et sont surtout présents les jeunes, et ceux qui sont habitués à militer.

Mais maintenant nous avons jeté les bases d'un mouvement réellement démocratique où tout le monde peut participer, voter... Lorsqu'il y a urgence il est utile d'avoir un certain type de délégués (révocables..) mais nous savons que si une coordination prend une décision, 2 mois après l'Assemblée Générale pourra la désavouer.

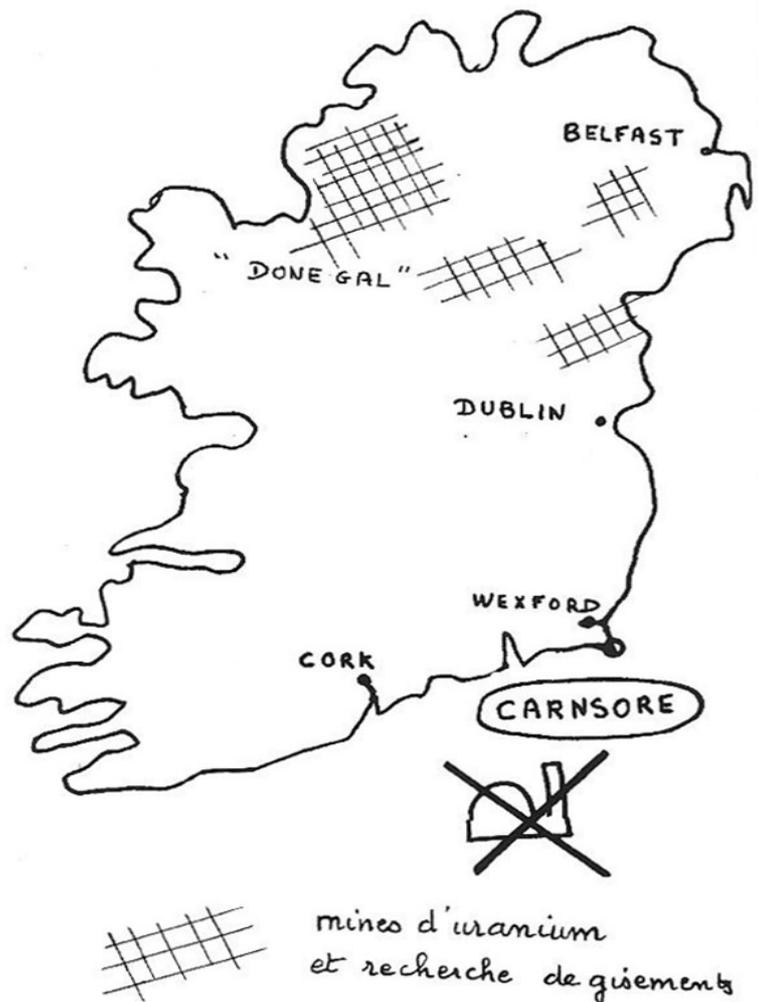
#### PEUX-TU EXPLIQUER LA LUTTE CONTRE LES MINES D'URANIUM ?

Face au développement des mines d'uranium; le mouvement a montré une certaine imagination et sa capacité à réagir rapidement.

Des groupes locaux se sont formés pour s'opposer aux recherches et à l'exploitation de l'uranium dans le Donegal principalement. Le Donegal est la région la plus touchée.

D'autres groupes doivent se créer en d'autres endroits (West Cord, montagnes près de Dublin) et c'est l'un des objectifs de Carnsore 80.

N.B. : Ces groupes ont développé un travail d'information, des manifestations (Donegal) et en parallèle il y a eu des sabotages dans les mines ouvertes.



Parmi les sociétés qui s'intéressent au minerai d'uranium en Irlande : la Société MAUGH, qui est une filiale de MINATOME, société minière pour l'exploitation de l'uranium et dépendant du gouvernement français.

## leurs industries nocives

### Les U.S.A. exportent en Irlande

#### ET LE PROBLEME DES INDUSTRIES NOCIVES ?

L'Irlande est aujourd'hui un lieu privilégié d'exportation des industries nocives surtout celles des U.S.A. : Ces industries ont créé une série de problèmes aux U.S.A., et la lutte des ouvriers américains, les oblige à les exporter. Comme dans d'autres pays (Jamaïque, Philippines, Taïwan) les industries nocives arrivent en Irlande, surtout dans l'ouest du pays. Etant donné la crise économique importante, le gouvernement présente ces industries comme une solution de nos problèmes économiques.

Les personnes qui travaillent dans ces usines sont issues du milieu paysan, et n'ont pas une tradition de lutte forte. Les militants de Révolutionary Struggle ("R.S." ; combat Révolutionnaire, organisation d'extrême gauche influente dans le mouvement antinucléaire) ont jeté les bases d'un travail dans cette direction, en demandant au mouvement de s'engager sur cet aspect spécifique et complémentaire. Quelques actions ont eu lieu, sans être vraiment prises en charge par le mouvement antinucléaire.

A Cork, où une usine U.S. produit de l'amiante, il y a eu 3 grèves en juillet et un sabotage par les ouvriers de l'usine. Il y a eu grève sans revendication, les ouvriers ont dit qu'ils prenaient une semaine de vacances...

Les syndicats étaient affolés. Cela démontre la haine du système, du travail : tous disent, on ne serait pas là s'il y avait autre chose, un autre travail pour survivre. La lutte se pose à un très haut niveau : fermer l'usine, mais qu'est-ce que l'on va faire après ?

A Galway, une usine produit de la dioxine Z - 4 - 5 T (voir Seveso, défoliant utilisé comme arme chimique au Vietnam) Il y a information d'un groupe pour informer les personnes qui y travaillent (surtout des femmes) Elles ne savent absolument rien sur les produits fabriqués.

Après un premier tract d'information ils étaient incrédules, ils croyaient fabriquer des herbicides avec une poudre jaune, une poudre rouge, une poudre bleue...

Et la réaction des patrons a été très violente menaçant de descendre ceux qui distribuent les tracts...

Adresses :

BELFAST ANTI-NUCLEAR GROUP  
c/o 7, Winetavern street  
BELFAST 1

DONEGAL URANIUM COMITTEE  
c/o B; Flannery  
Straboy, Glenties  
Co DONEGAL



# EN GRANDE-BRETAGNE

## UN PROGRAMME NUCLÉAIRE AMBITIEUX MAIS TRÈS CONTRARIÉ

### Petit historique

Les Anglais sont les premiers à se lancer dans un très important programme de centrales nucléaires. En 1965, ils possédaient déjà 24 unités d'une puissance de 3876 MW, soit le double des Etats-Unis. En 1978, le parc nucléaire comptait 33 unités et en 1979 seulement 20 unités. Les difficultés de fonctionnement, les différents accidents et fuites, ainsi que l'augmentation des investissements dus à la sécurité ont contribué à une révision en baisse du programme de construction de centrales.

En Angleterre sont construites deux usines d'enrichissement de l'uranium à Capenhurst, à 300 Km au nord de Londres, destinées aux besoins militaires (bombes H, combustibles pour sous-marins nucléaires), tout en servant de prototypes pour une étape civile ultérieure.

La Grande-Bretagne n'a pas suivi la voie des autres pays industrialisés et n'a pas choisi de construire des réacteurs à eau ordinaires. La construction des réacteurs AGR lancée en 1965 se poursuit mais avec plusieurs années de retard. Le choix a porté en 1972 sur les réacteurs à eau lourde dont l'Angleterre possède un prototype, mais il ne s'est pas concrétisé par la construction de réacteurs. Depuis 1970, aucune commande de réacteurs de puissance n'a été passée en Grande-Bretagne. La crise économique et l'opposition de la population ont fait que l'effort nucléaire britannique a été considérablement ralenti. (GSIEN)

En 1964 à Windscale, est construite une usine de retraitement des combustibles irradiés provenant des centrales anglaises et japonaises (comme l'usine de La Hague en France). La technique du retraitement a été mise au point initialement pour la récupération du

plutonium permettant de faire des armes nucléaires. En 1972, l'usine a été adaptée pour le retraitement des combustibles à oxyde d'uranium. A la suite d'un accident, qui, en septembre 1973 a causé la contamination de 35 travailleurs, la chaîne oxyde a été fermée. C'est la question de la construction d'une nouvelle usine à Windscale qui a provoqué en 1977 les plus grandes manifestations en Grande-Bretagne. En effet, le gouvernement avait promis une belle enquête avec pétitions et tribunaux or le procès est truqué.

### “La Hague” outre-manche c'est Windscale

Windscale, c'est un complexe de 5 centrales et d'une usine de retraitement situés sur la côte nord ouest de l'Angleterre, à 500 Km de Londres. Les retombées radio-actives de Windscale depuis le début de son exploitation (environ 20 ans) sont au second rang après les retombées militaires.

La *British Nuclear Fuel Limited* (BNFL), société chargée des ventes du carburant nucléaire, pensait pouvoir agir en douce avec l'autorisation de la municipalité de Copeland et du comité de Cumbria. BNFL, c'est aussi le plus grand employeur d'une région menacée par le chômage. Le ministère de l'environnement a accepté d'entreprendre une enquête publique. L'enquête a duré 100 jours: y participaient BNFL, le comité de Cumbria et les syndicats locaux, tous en faveur de l'extension. S'y opposaient "les amis de la terre", le gouvernement de l'île de Man, dont le littoral est déjà pollué par le plutonium et le césium le Windscale Appeal (un mouvement d'écologistes) et des groupes lo-

caux. Résultat: le juge a rendu son rapport à M. Shore, Ministre de l'environnement, qui l'a immédiatement soumis au parlement. C'était le 13 mars 1978. Il accepte toutes les propositions du BNFL et rejette tous les témoignages hostiles des scientifiques. La revue *the ecologist*, le *Windscale appeal* et l'*Ecology Party* ont alors publié un manifeste qui s'intitule: *le retraitement de la vérité*. Selon lui:

- 1.- Le jugement et le rapport ne sont que subterfuges malhonnêtes, qui laissent croire que le gouvernement a examiné avec objectivité une question à propos de laquelle les décisions étaient, en fait, déjà prises.
- 2.- Les signataires du manifeste appellent au boycott de la prochaine enquête qui concerne le surrégénérateur anglais.

- 3.- Ils considèrent qu'on ne peut plus se fier à la justice britannique et appellent tous les groupes écologistes de Grande-Bretagne à promouvoir une campagne de désobéissance civile et à tout faire pour empêcher la réalisation du projet.

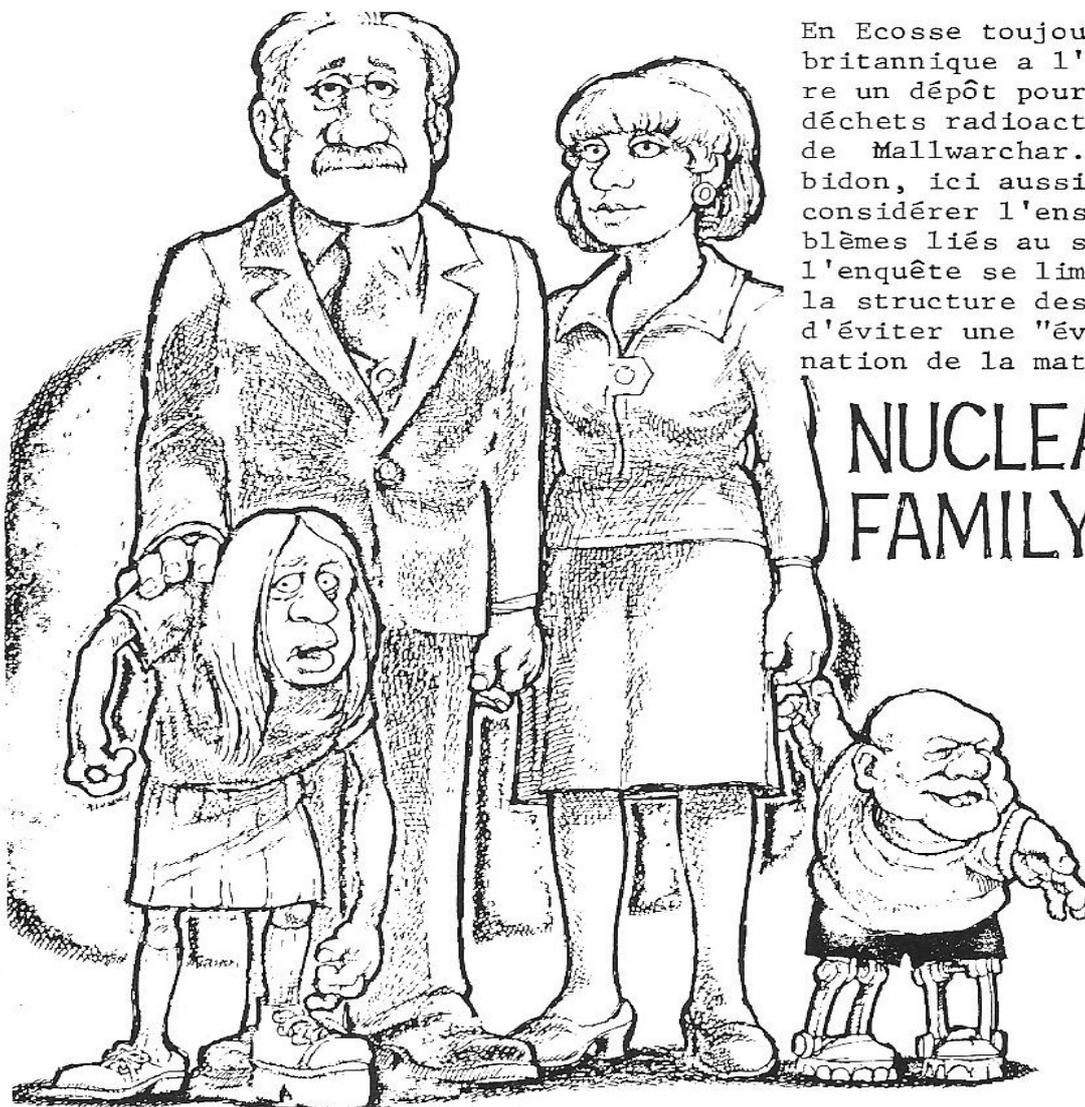
( source: WISE )

## En Écosse aussi...

EN ECOSSE AUSSI l'opposition de la population est vive. Le producteur d'électricité écossais *South of Scotland Electricity Board* prévoyait de construire 10 réacteurs nucléaires en Ecosse dans les vingt ans à venir. Un week-end d'action a eu lieu sur le site en mai 1978 et regroupait 50 000 personnes.

En Ecosse toujours, le gouvernement britannique a l'intention de construire un dépôt pour le stockage des déchets radioactifs dans la montagne de *Mallwarchar*. Une enquête bidon, ici aussi, car au lieu de considérer l'ensemble des problèmes liés au stockage des déchets l'enquête se limite à savoir si la structure des roches permettra d'éviter une "éventuelle dissémination de la matière fissile".

# NUCLEAR FAMILY



R. COBB

Le 7 juin 1980, une centaine de personnes organisaient une marche de protestation à travers la montagne. Ils n'ont pas attendu les résultats de l'enquête et ont réalisé une contre-enquête qui est aujourd'hui disponible; contacts: *Scottish conservation Society, the Manse, Dorly, Galleway, Scotland.*  
Tél. 44-6-443386.

## A Londres...

A LONDRES, le 25 juin 1980, plus de 25 000 personnes ont manifesté contre le projet d'augmenter les dépenses militaires et de permettre l'implantation du missile américain

"Cornise" en Angleterre.

EIRE- La population de Donegal s'est opposée à l'extraction du minerai d'uranium à Gweelara River, en Irlande, lors de deux week-end d'un rassemblement de 800 personnes en juin 1980

(infos WISE)

30 JANVIER 1974: d'après un rapport officiel anglais sur "le choix d'un réacteur nucléaire", une défaillance du système de refroidissement de secours d'un réacteur PWR ou BWR provoquerait une catastrophe nucléaire de grande ampleur, le coeur du réacteur pouvant fondre. Dans le cas d'un tel accident, la radioactivité totale libérée pourrait être de l'ordre de celle des retombées de centaines de bombes de type Hiroshima. Des évaluations secrètes de l'AEC américaine datant des années 1965-66 prouvent que sous des conditions atmosphériques fâcheuses mais non exceptionnelles, les rejets radioactifs pourraient être mortels sur plusieurs dizaines de Km et gravement dangereux beaucoup plus loin encore et pourraient produire dans un délai de dix à vingt ans des troubles génétiques. Les dommages agricoles s'étendraient sur des dizaines de milliers de kilomètres carrés.

(source WISE)  
CLIN PREST

## Tracteur écossais contre centrale

Echo inconscient des tactiques du Larzac?

Les agriculteurs de Torness en Ecosse ont labouré les terres d'un site prévu pour une centrale nucléaire, en riposte à la décision du *South Scotland Electricity Board*, de faire débiter les travaux malgré l'opposition croissante de la population. (19 novembre 1978)

Au mois d'octobre, les membres du "*Torness Alliance*", un comité de lutte élargi, occupent le site et restaurent une chaumière abandonnée. Le 14 novembre, les squatters bloquent l'arrivée des bulldozers. La police intervient, 50 manifestants sont arrêtés arbitrairement et inculpés d'offense à l'ordre public tandis que les bulls rasant la chaumière en poussant les débris à la mer. Le dimanche 19 novembre, des manifestants convergent sur le site de tous les coins du Royaume Uni. Le lendemain à l'aube ils sont encore 300 à empêcher la reprise des travaux. La police intervient à nouveau et vide les occupants.

Mais sur un autre plan les choses bougent. Au conseil régional du Luthian, le président travailliste dépose un projet de référendum. Le conseil votera le 5 décembre. A Londres les "amis de la terre" écrivent au ministre d'état pour l'Ecosse en lui demandant l'arrêt des travaux en attendant les résultats du vote. Ils lui rappellent également que les besoins d'électricité de l'Ecosse n'ont pas augmenté de 6% par an comme il avait été prévu en 65 lors de la décision d'implanter la centrale et, que le type de réacteur en question ne connaît que des ennuis sur les deux sites où il est déjà installé. Affaire à suivre...

Torness Alliance, 2 A Ainslie place, Edinburgh, 3  
Tél. (031) 228 1386

(source: WISE)

## AUX ÉTATS-UNIS :

# LE NUCLÉAIRE SERA-T-IL "LE VIETNAM TECHNOLOGIQUE DES U.S.A." ?

"Le nucléaire sera le Vietnam technologique de l'Amérique" (Ralph Nader)

Phrase prémonitoire ou voeu pieu, ce slogan n'en illustre pas moins les prétentions et l'objectif que se sont fixés les mouvements antinucléaires américains, mouvements qui, de part leurs structures et les stratégies adoptées, surprendront sûrement plus d'un antinucléaire breton.

Situation actuelle : Quelques 70 centrales en fonctionnement, 90 en projet; pas de centres de retraitement ou de stockage de déchets, celui-ci étant "assuré" par chaque centrale; pas de surrégénérateurs.

Les forces en présence :

- D'un côté, des industries privées surpuissantes, plus ou moins contrôlées ou alliées des compagnies pétrolières, et des organismes publics, plus ou moins indépendants, faisant office de commissions consultatives pour les questions d'énergie.

- De l'autre, une coalition antinucléaire, seul mouvement massif de contestation depuis la lutte contre la guerre du Vietnam.

A l'origine du mouvement antinucléaire U.S., une collaboration étroite vers 1970, entre les scientifiques préoccupés par les dangers de l'atome et un défenseur des consommateurs : Ralph Nader. Par la

suite Nader fonda un réseau dont il reste le principal animateur. Apparurent ensuite une pléiade d'organisations aussi diverses que : l'Union des Scientifiques Concernés, le B.P.I. (1), le N.R.D.C. (2), le Consolidated Intervenors Inc, les Friends of Earth (Amis de la Terre du coin); le Public Interest Communication, le Sierra Club...

## Constituer des groupes de pression

Une grande diversité d'organisations, mais dont la surprenante particularité n'est pas comme on pourrait le croire, d'être génératrice de tensions et de divisions, mais au contraire de tisser un véritable réseau complémentaire, de constituer une gigantesque entreprise.

La direction de cette entreprise serait, en quelque sorte, assurée par R. Nader et son groupe de pression cautionné par le puissant Sierra Club; ce groupe agissant sur les centres de décisions, tant au niveau fédéral que local. Le secteur recherches et expertises techniques serait constitué par l'Union des Scientifiques Concernés, les analyses de marché (mais oui !) par le Public Interest Communication, l'assistance juridique par le N.R.D.C., les autres groupes constituant des lobbies (3) et pour coordonner le tout les Friends of Earth.

## Se battre avec les armes

### des adversaires

Bien qu'économiquement beaucoup plus faibles, les antinucléaires américains ont choisi de se battre avec les mêmes armes que leurs adversaires en choisissant bien sûr l'objectif inverse : le refus du nucléaire.

Pour y parvenir, le mouvement antinucléaire s'est fixé trois axes principaux :

- Convaincre cette opinion publique américaine, si importante pour le pouvoir à tous les niveaux.

Moyens utilisés : spots publicitaires à la télé, encarts dans la presse, éditoriaux, débats télévisés, divulgation du plan d'évacuation des populations en cas d'accidents, tentatives par tous les moyens de créer l'évènement afin de se faire entendre dans tous les états par l'intermédiaire des médias avides de spectaculaire.

- Convaincre ceux qui prennent les décisions.

Moyens utilisés : harcèlements des organisations et administrations pro-nucléaires, poursuites judiciaires, divulgations larges des différents accidents nucléaires, chantage à l'élection...

- Agir directement sur le terrain pour empêcher l'implantation des centrales nucléaires.

Moyens utilisés : tous moyens légaux pouvant y aboutir (démarches individuelles et collectives devant les tribunaux), mais aussi attentats et manifestations.

Tous ces moyens donnent-ils une efficacité plus importante au mouvement antinucléaire américain ?

Au niveau fédéral, les écologistes américains, grâce à qui, entre autre, Carter avait été élu, ont obtenu de lui, dans un premier temps, l'abandon du surgénérateur et l'assurance que le nucléaire ne constituerait jamais qu'une "énergie de dernier recours". Par la suite,

au vu de la catastrophe de Three Miles Island, Carter a nommé une commission d'enquête de 12 membres. Celle-ci ayant jugé les faits optait par vote pour un moratoire (4 contre, 6 pour, 2 abstentions). Le président refuse cependant de ratifier cette décision. Ce fut alors la N.R.C. (Commission chargée de la réglementation en matière nucléaire) qui décida de la suspension de toute autorisation de création ou de mise en fonctionnement de nouvelles centrales nucléaires tant que les problèmes soulevés par le rapport de la commission d'enquête ne seraient pas réglés. De fait donc le moratoire est effectif aux U.S.A. On peut dire cependant qu'à l'heure actuelle, avec l'administration Reagan tout peut être remis en question.

Autres résultats spectaculaires : la suppression pure et simple de divers organismes promoteurs de l'énergie nucléaire tels que : l'A.E.C. (Atomic Energy Commission), le comité mixte pour l'énergie atomique, la démission de plusieurs experts en matière de nucléaire, des retards importants dans la construction des centrales, une résistance bien organisée sur le site envisagé (Seabrook, new Hampshire).

Des résultats, donc, pour le mouvement antinucléaire américain, mais peut-être aussi pas mal de problèmes pour les années à venir. Les antinucléaires américains ont bénéficié ces quatre dernières années de la bienveillance de l'administration Carter. Ce faisant, ils ont peut-être oublié le contexte économique dans lequel évoluait le pays (inflation, accroissement du chômage...). C'est ainsi que les grandes organisations ouvrières accusent cette opposition au nucléaire d'être génératrice de chômage et de récession, encouragées dans cette idée par les industriels du bâtiment. Cette conviction devenant de plus en plus répandue, les écologistes ont riposté en créant une organisation au nom de "Les Ecologistes pour le Plein Emploi" afin de montrer qu'une alternative au nucléaire est possible sans perdre, d'emploi, bien au contraire.

En résumé, l'action, antinucléaire aux Etats-Unis, bien que nettement moins spectaculaire qu'en Europe, n'en est pas moins efficace. Le mouvement structuré, organisé, et expérimenté paraît être un adversaire redoutable et reconnu comme tel (cf encadré) par les promoteurs du nucléaire. Il ne faut cependant pas oublier que dans tout le mouvement transparait très peu la remise en cause de la société de consommation. La contestation existe uniquement parce qu'il y a risque d'accidents et de nuisances pour la santé et non pas parce que le nucléaire impli-

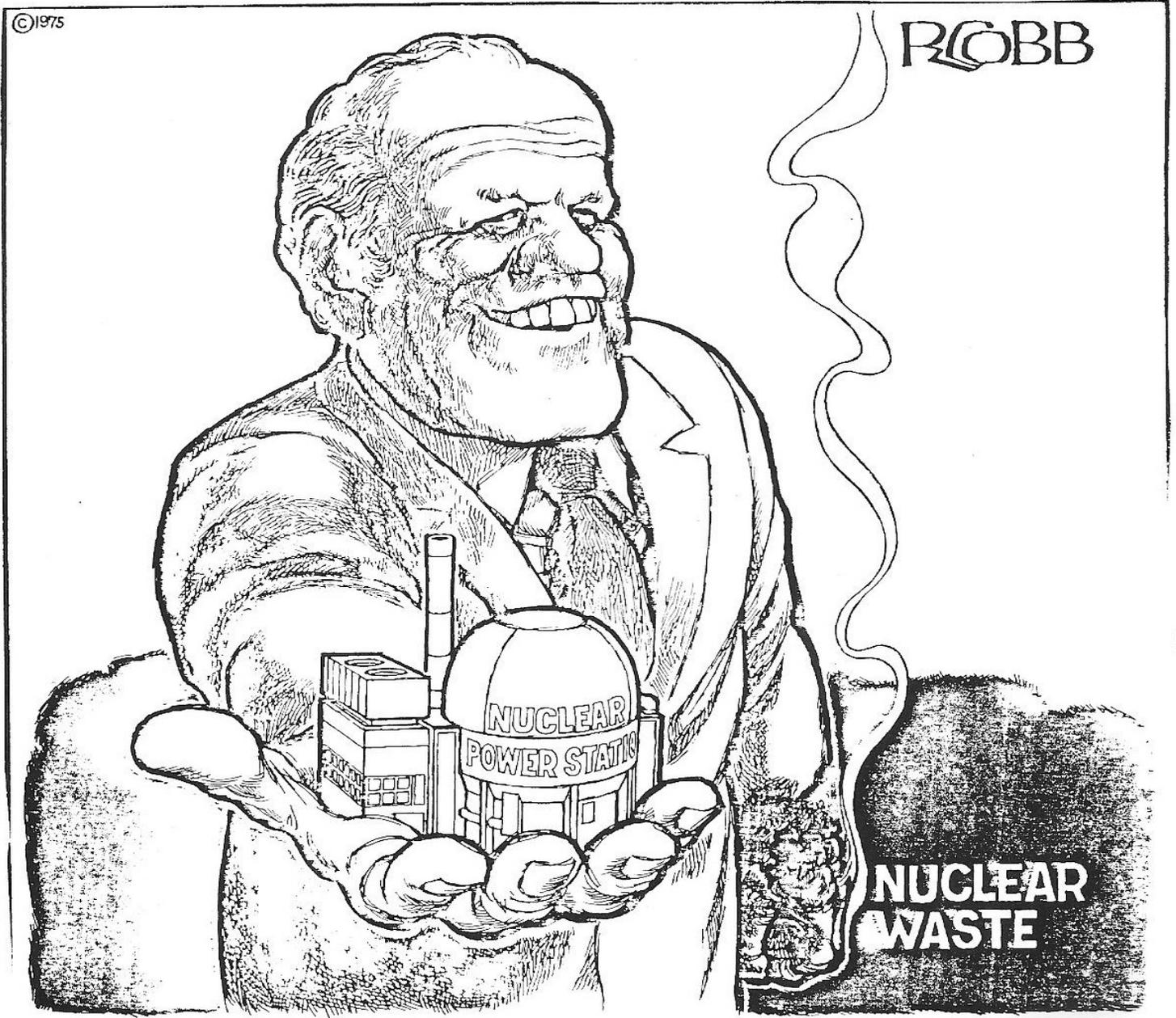
que une société centralisée, policière...

(1) B.P.I. : Business and Professional People Interest.

(2) N.R.D.C. : Resources Defense Council.

Ces deux organisations contestent et vérifient les chiffres avancés par les compagnies d'électricité, ils interviennent à chaque audition publique de celles-ci lors des campagnes d'information.

(3) Lobbies : groupes de pression.



CENTRALE NUCLEAIRE

DECHETS NUCLEAIRES

Guengat (près de Quimper):

## 26 HECTARES DE TERRE AGRICOLE POUR E.D.F ?

Une curieuse affaire d'achat de 26 ha de terre par la mairie de Guengat, provoque depuis décembre 1980 une véritable levée de boucliers dans cette commune rurale de 1500 habitants, située au nord-ouest de Quimper, et à 30 km environ de Plogoff.

Cette agitation a d'ailleurs abouti, le 26 février dernier, à la non réélection au conseil d'administration du syndicat local des exploitants agricoles, de 4 de ses membres sortants, à savoir : le maire, son premier adjoint, et 2 conseillers municipaux. Désormais aucun membre de l'administration municipale n'est présent dans ce Conseil d'Administration. Ceci apparaît comme une sanction des agriculteurs à l'égard de leurs élus.

Pour relater ce qui s'est passé à Guengat un numéro entier de Nucleel ne suffirait sans doute pas. D'autre part la presse, "Le Télégramme" notamment s'en est fait largement l'écho. Cependant il est utile de préciser brièvement comment les choses se sont passées.

Le 18 novembre 1980, le Conseil municipal, à la requête du maire M. Jule, se prononçait par 11 oui et 2 non en faveur de l'acquisition d'une propriété agricole, vendue en conversion de saisie, de 28 ha. Motif officiel invoqué : constitution de réserve foncière.

Ce vote intervenait alors que deux jeunes agriculteurs voisins de la propriété mise en vente avaient exprimé leur intention de se porter acquéreurs de l'un des lots comprenant 16 ha. Le maire, informé par l'un d'eux de ce projet, se garda bien d'en parler à ses conseillers. Le vote est confirmé le 19 décembre 1980.

Le maire décide alors de demander au préfet l'utilité publique. La vente aux enchères devant avoir lieu le 14 janvier 1981, le début de l'enquête d'utilité publique est fixée, curieusement, au 19 janvier soit 5 jours après.

Entre temps le syndicat local des exploitants intervient à plusieurs reprises en soutien aux deux jeunes candidats. Tout dialogue leur est refusé, aux uns comme aux autres, par la mairie. Le maire tente même, en faisant publier dans la presse une information tronquée, de faire croire que le syndicat soutient son projet.

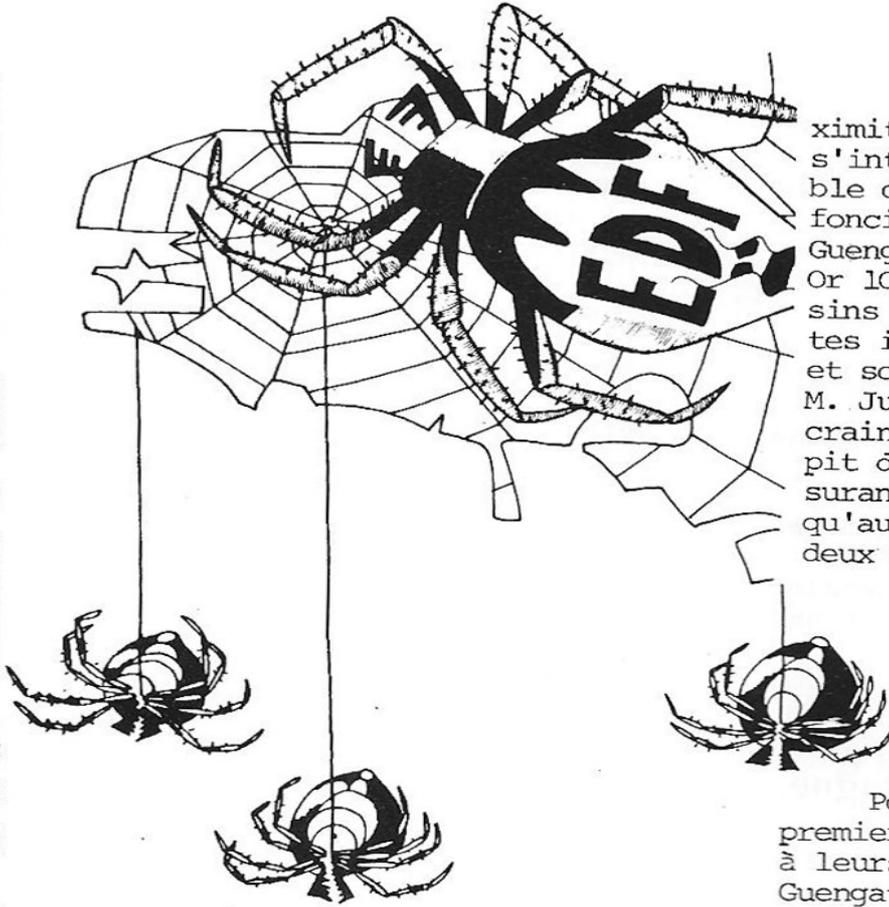
Le 14 janvier, jour de la vente, paraît dans le "Télégramme" une lettre ouverte de M. Jule, adressée au propriétaire vendeur, qui lui aussi s'estime lésé, lettre dans laquelle il confirme sa détermination et son intention d'exproprier les nouveaux propriétaires.

Le même jour, par avocat interposé, la commune de Guengat, devient propriétaire de 26 ha (un lot de 2 ha ayant été en définitive exclu de la vente). Coût de l'opération : 590.000 francs.

Les deux jeunes candidats déclarés avaient renoncé à participer aux enchères. On peut comprendre leurs craintes, d'autant qu'un précédent existait à Guengat, concernant un artisan.

L'enquête d'utilité publique, maintenue sans doute pour empêcher la SBAFER d'intervenir, mobilise dès le 19 janvier un nombre important d'opposants. Le registre d'enquête est très vite couvert de doléances, on doit y rajouter 7 feuillets, une pétition lancée par le syndicat des agriculteurs recueille 170 signatures en deux jours, signatures de ruraux mais aussi d'habitants des cités.

LES CENTRALES NUCLEAIRES NE SERONT PAS IMPOSEES AUX POPULATIONS QUI LES REFUSENT. V.G D'ESTAING. AVRIL 74.



L'autre raison c'est la proximité de Plogoff. La population s'interroge en effet sur la véritable destination de cette "reserve foncière". On parle d'installer à Guengat un terminal ferroviaire. Or 10 des 26 ha achetés sont voisins de la gare. De plus, de discrètes interventions de M. Guemeur et son soutien mal dissimulé à M. Jule dans cette affaire font craindre le pire. Et ceci en dépit des propos, qui se veulent rassurants, du maire, qui affirme qu'aucun lien n'existe entre les deux choses.

Pour l'instant, et après ce premier désaveu officiel infligé à leurs élus par les agriculteurs, Guengat attend la décision préfectorale. Sans se faire d'illusions, même si, dans son rapport le commissaire enquêteur a su, de façon nuancée mais honnête, tenir compte de l'opposition rencontrée dans les conversations qu'il a eues, et dans les textes portés au registre d'enquête;

Il n'en reste pas moins que, à notre avis, Guengat est entré par cette affaire dans la liste des points géographiques qui doivent retenir notre attention vigilante dans le cadre du combat entrepris contre la centrale de Plogoff. Pour notre part nous sommes résolus à empêcher, par tous les moyens, l'utilisation de ces terrains, comme des autres à des fins nucléaires. Et nous faisons désormais nôtre le slogan  
PLOGOFF COMMENCE CHEZ NOUS.

Un groupe d'habitants de Guengat.

## Une enquête très suivie

(170 signatures en 2 jours)

L'opposition des Guengatais a deux raisons essentielles :

D'une part le fait que l'on refuse à deux jeunes agriculteurs toute chance d'agrandir leurs exploitations, comme ils le souhaitaient, est très mal reçu.

# URANIUM : \_\_\_\_\_

## ATTENTION ! MINES

Les centrales thermiques utilisent le charbon ou le fuel, les centrales nucléaires de l'uranium. Mais d'où vient ce précieux métal ?

Pour la moitié du Limousin qui, depuis 1947 connaît les délices de l'extraction de l'uranium. Depuis plus de trente ans, cette région a fourni beaucoup et on lui demande encore beaucoup pour satisfaire une demande croissante.

La COGEMA (Compagnie Générale des Matières Nucléaires) filiale privée du Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.) creuse, sonde un peu partout en France.

Nous allons prendre le Limousin qui constitue un exemple édifiant sur la façon dont l'industrie nucléaire s'occupe des gens et de leur environnement.

Mais que les Bretons ne s'impatientent pas ! La COGEMA et autres sociétés minières telles la C.I.M., la SIMURA ont pensé à notre bien-être.

Donc depuis 1947, les tirs de mine ébranlent les entrailles du Limousin.

Jusqu'à présent, on ne connaissait pas de contestation. Mais le

### Après le Limousin, la Bretagne...

#### VOICI LE PROGRAMME DES REJOUISSANCES EN BRETAGNE :

##### Permis d'exploitation à :

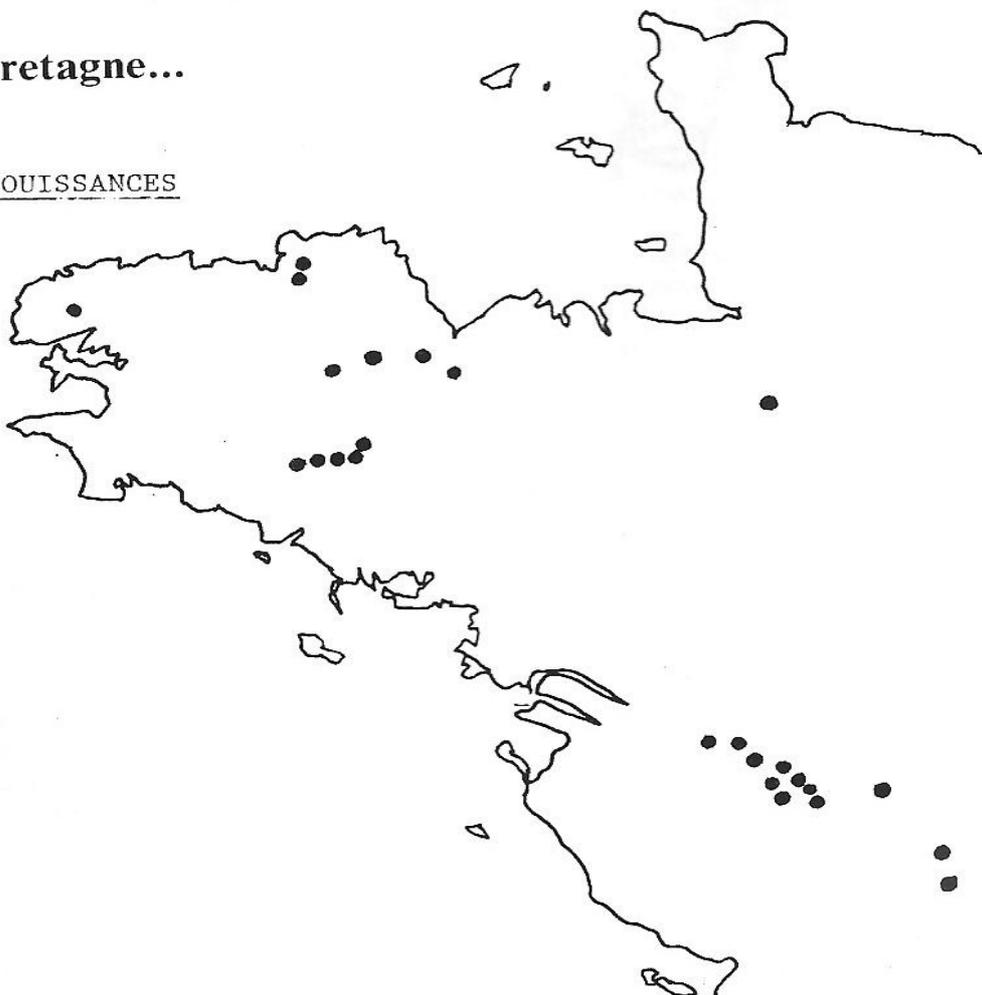
Tesson la Garenne	(44)
Pennaran	(44)
Mané-Maba	(56)
Calenden	(56)

##### Permis de recherche à :

Malguenac	(56)
Quelven	(56)
Tréduder	(22)
Penfel	(22)
Tremargat	(22)
Revelen	(22-56)
Quelven	(56)

##### Concession à :

Lignol	(29-56)
--------	---------



ras-le-bol atteint les populations : et on les comprend.

Près de Bessines, la carrière du Brugeaud a 15 hectares de superficie sur 150 m de profondeur...

A côté des carrières, ce qui reste du minerai une fois l'uranium extrait constitue des montagnes peu esthétiques et dangereuses. Ce sont les terrils qui, lavés par les pluies, iront polluer le sous-sol.

## Les eaux potables de Limoges contaminées en 1975

L'extraction et le traitement du minerai exige d'énormes quantités d'eau. La COGEMA, qui connaît les dangers de la radio-activité devrait au moins prendre quelques précautions. Non, elle rejette les effluents de mines dans les cours d'eau qui alimentent les réservoirs d'eau potable (ville de Limoges par exemple).

L'usine de Bessines déverse dans la Gartempe ses effluents. Les digues des bassins de décantation ont cédé plusieurs fois provoquant la mort de milliers de poissons dans la rivière qui alimente Bellac en eau "potable". En 1975, les eaux potables de Limoges contenaient 6 pico-curies par litre soit le double des normes françaises. Les autorités y ont remédié... en ne faisant plus d'analyse. Plus de chiffre, donc plus de pollution...

Encore une fois, ce sont les écologistes qui font le travail d'information. Exemple le Collectif limousin pour une Alternative Non Nucléaire (CLAN) 56, rue Roche à Limoges.

La plus grande pollution actuelle est créée par l'infiltration des eaux contaminées dans les nappes phréatiques.

A la campagne on utilise les eaux de source et de puits pour les hommes, les bêtes et les végétaux. Or celles-ci sont très souvent radio-actives. A cette pollution souterraine s'ajoute une pollution aérienne. En effet, l'extraction de l'uranium libère des radio-éléments contenus dans les roches. Par exemple le radon, le thorium, le radium. Le radon, est un gaz lourd, responsable de cancers de poumons. Le radium, le thorium sont solubles et se fixent sur les os.

Les trois sources de contamination se combinent sur les lieux de production de l'uranium:

- rejets des mines dans les eaux de surface,
- infiltrations souterraines,
- pollution aérienne.

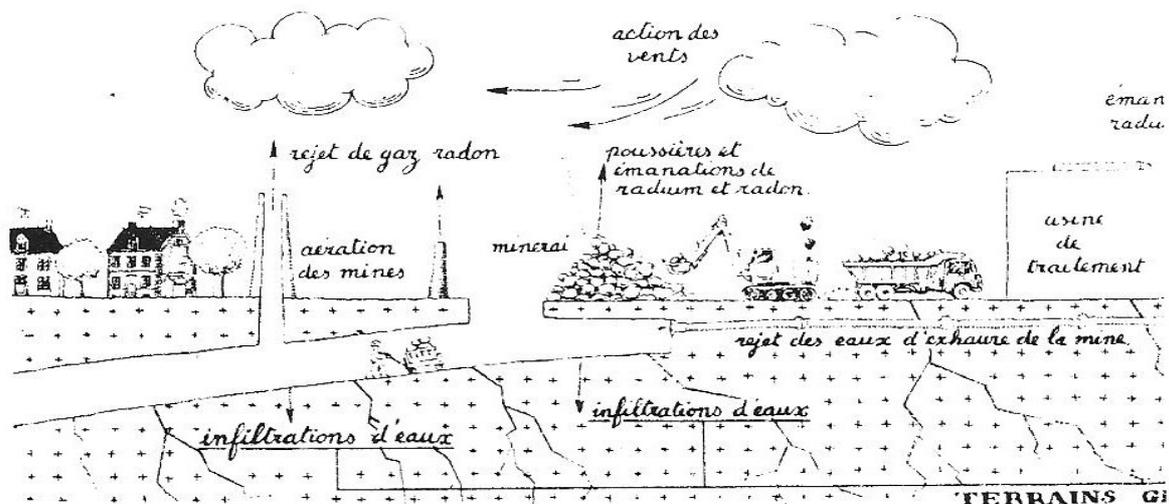
## 3 000 m<sup>3</sup> de boues radioactives enfouies en 1974

Et pour faire bonne mesure, on a enfoui en 1974, 3000 m<sup>3</sup> de boues radioactives et de matériel contaminé venant de l'usine du Bouchet (Essonne) qui produisait de l'uranium à des fins militaires.

Il faut ajouter que ce grand chambardement détruit le réseau hydrographique très dense de cette région : sources tarries, coupées, ruisseaux déviés.

La pollution tend à gagner d'autres régions voisines telles le Poitou et l'Angoumois.

● Trois sources de contamination se combinent sur les lieux de production de l'uranium : rejets de



Les pro-nucléaires nous disent que la radio-activité est un phénomène naturel, que les Bretons et les habitants du Massif Central y sont déjà soumis. Et bien raison de plus de ne pas en ajouter !

Tant que l'uranium est à plusieurs mètres sous terre, il est protégé par la roche et son influence est faible. Il n'en va plus de même quand on remonte le minerai, que l'on aura cassé ses protections. Des éléments très toxiques (radon, thorium, radium) vont s'échapper dans l'air et l'eau. Les vents, les pluies ne feront qu'accentuer la pollution : en effet l'attaque est plus facile une fois le minerai extrait et concassé.

Si on ne veut pas extraire le minerai, une autre technique consiste à injecter de l'acide sulfurique dans le sous-sol. Avec cette méthode, la pollution de l'acide s'ajoute à la radio-activité.

## Zones interdites

L'exploitation d'un chantier dure 5 à 10 ans. Après, le chantier est abandonné : il reste des hectares d'espace stérile et gravement pollué, des trous empêchant le retour à d'autres activités; l'agriculture est condamnée.

### IMPLICATIONS INTERNATIONALES

On nous dit que nos réserves d'uranium vont nous procurer l'in-

dépendance nationale. Pourtant l'Afrique fournit la moitié de nos besoins et à quel prix ! Au Tchad, la guérilla et maintenant l'occupation montrent à quel point l'uranium est un facteur de tensions internationales.

On pourrait fournir d'autres exemples car si l'Afrique est l'objet de tant de convoitises, l'uranium en est une des causes.

Le seul avantage de la pollution radio-active est qu'elle ne se voit pas, ne sent pas. Ce n'est pas comme l'Amoco-Cadiz ou le Tanio...

Mais qu'en sera-t-il dans dix ou vingt ans ? Y aura-t-il des études publiées sur les travailleurs et les populations contaminées ?

### COMBAT POUR LA VIE

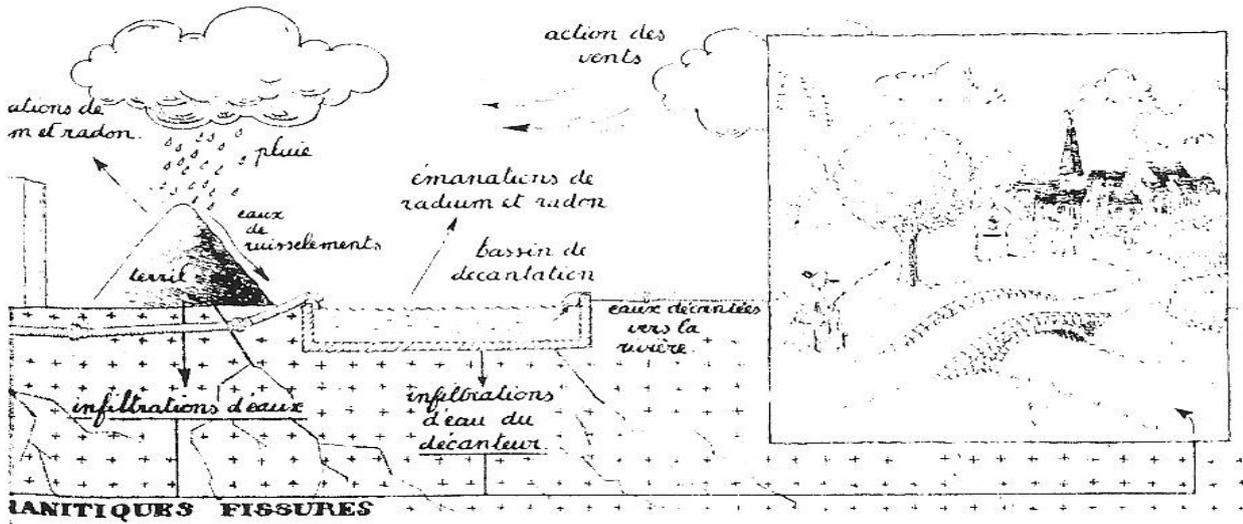
Finissons sur un espoir : le non-nucléaire. Seules les énergies renouvelables sont l'avenir.

La Compagnie électrique Tennessee Valley Authority a décidé d'équiper 100 000 de ses abonnés en chauffe-eau solaire plutôt que de construire une nouvelle centrale.

L'installation coûtera 9 000 F et chaque abonné paiera 59 F par mois, travaux d'entretien et réparation gratuits.

C'est cela l'avenir.

mines dans les eaux de surface, infiltrations souterraines et pollution aérienne.



Zeebruges (Belgique)

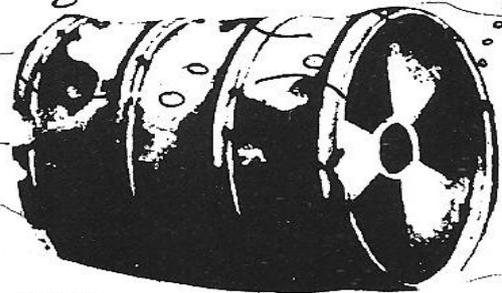
## Le navire poubelle indésirable

# zeebruges

L'ANDREA SMITS NAVIRE-POUBELLE TRANSPORTANT  
A SON BORD 1500 FUTS DE DECHETS  
RADIOACTIFS

Le 14/6...La nuit...  
 Un navire...  
 L'Adrea smits...  
 Zeebruges après une manifestation  
 pacifique, 5 anti-nucléaires ont  
 réussi à monter à son bord, malgré  
 les importantes forces de police  
 et de gendarmerie qui montaient la  
 garde.  
 Evidemment...Bagarre, Arrestations.....

Résultats: 20 millions de dégâts causés aux instruments de  
 bord  
 L'ANDREA SMITS, avait 48 heures pour quitter le port, les  
 autorités de Zeebruges n'en voulaient pas.  
 Il allait déverser en plein océan, ces fûts dont le contenu  
 a une durée de vie plus longue que les fûts eux-mêmes



## Positions et propositions

### Une résolution des militants finistériens de la C.S.F. (Confédération Syndicale des Familles)

A partir de la lutte et de l'action syndicales sur le terrain hors production (consommation et usage) et après réflexion et débat, la CSF du Finistère, en Assemblée Générale des militants le 2 février 1981, publie un communiqué dont nous extrayons les passages suivants :

#### 1 - condamne la politique énergétique du gouvernement :

- + qui fait courir de graves dangers à notre environnement (pollution..) et à notre société (régime militaire-policier...)
- + qui favorise la production et la prolifération de l'armement nucléaire,
- + qui décide de façon autoritaire et bafoue la démocratie en voulant imposer de force le nucléaire (comme à Plogoff par exemple),...

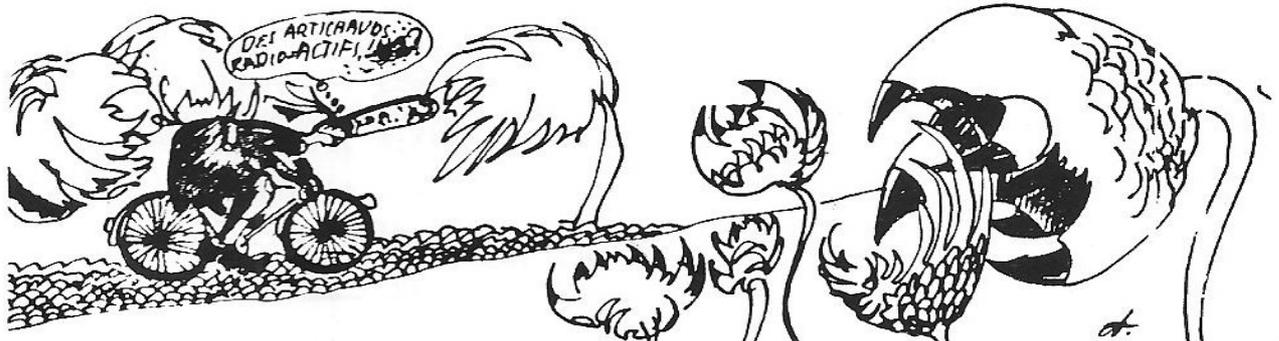
#### 2 - dénonce un mode de croissance économique, basé sur la logique productiviste, soumis aux lois de marché capitaliste dominé par l'idéologie bourgeoise, entraînant :

- + le pillage des ressources et une perturbation des équilibres naturels,
- + le maintien, voire l'aggravation des injustices et des inégalités,
- + des refus de solidarité entre les groupes sociaux et les peuples, entre pays riches et pays pauvres.

3 - Se prononce pour l'arrêt immédiat du programme électronucléaire et l'abandon des projets de centrales nucléaires dont la construction n'a pas commencé et préconise le report des crédits ainsi libérés sur l'exploitation des énergies délaissées mais non épuisées (charbon notamment) par des centrales non polluantes.

4 - revendique la mise en oeuvre, notamment au niveau de la recherche, des moyens nécessaires au développement rapide de toutes les énergies renouvelables et la mise en application d'un véritable programme de lutte contre les gaspillages et d'économies d'énergie et de matières premières :

- + par la production de produits et de biens utiles et durables,
- + par une isolation renforcée des logements, un choix judicieux du type de chauffage, une incitation à ne pas utiliser le chauffage électrique,
- + par un développement des équipements collectifs, des services publics et notamment des transports en commun,
- + par la récupération et le recyclage des déchets domestiques et industriels.



# PROPAGANDE NUCLÉAIRE : UNE EXCELLENTE INITIATIVE D'ENSEIGNANTS NANTAIS

Le très sérieux "Bulletin de l'Union des Physiciens" de la non moins sérieuse association des professeurs de Physique, publiait dans son numéro de décembre 80 une information qui, apparemment, a eu quelque effet : des enseignants de Nantes mettaient gratuitement à la disposition de leurs collègues une brochure critique répondant au fascicule "Les Energies" qui est en ce moment massivement diffusé dans les CES et lycées. Dans un texte qui accompagne la brochure ils expliquent leur démarche :

"En 1979, devant les pressions officielles sur l'opinion publique pour justifier, à tout prix, l'implantation de la centrale du Pellerin (près de Nantes) et compte tenu des conditions de l'enquête publique, nous fûmes un certain nombre à vouloir réagir sur le terrain de l'information et des mass-média. C'est ainsi qu'un texte signé par 400 enseignants des environs de Nantes fut publié dans "Le Monde" et des journaux locaux. Une campagne d'affiches accompagna cette publication. Chaque signataire avait fourni une journée de salaire afin de payer ces "placards publicitaires". Certains journaux n'ayant pas répondu à notre demande, la totalité de la somme ainsi récoltée ne put être utilisée.

A la même époque, commençait à être diffusée la fameuse brochure ministérielle. Nous décidâmes donc d'utiliser cette somme pour publier une réponse. Ainsi naquit "Quelles Energies" qui ne se veut pas une contre brochure mais une lecture critique de l'opuscule officiel. Les frais d'impression (nous fûmes nous-mêmes la maquette) s'élevèrent à 8 000 Francs.

L'essentiel des 1000 exemplaires fut diffusé dans les établissements de la région nantaise et de l'Académie. Il nous sembla aussi intéressant d'informer les autres collèges en France de notre initiative."

L'impact de cette annonce dans le bulletin des profs de Physique a été si grand que les enseignants nantais envisagent une réédition (et donc un nouveau financement). Une adresse : C.E.R.E (Collectif Enseignant de Reflexion sur l'Energie) 32, quai Malakoff 44000 NANTES.

## UNE QUESTION :

Une telle initiative ne serait-elle pas possible autour de Plogoff ? Outre la diffusion de la brochure de Nantes il pourrait aussi être envisagé la constitution d'une cinémathèque qui pourrait faire le prêt aux établissements scolaires de films comme : "Voyage au Coeur des Centrales de la Terre", "Condamnée à Réussir", "Energies Danoises", etc...

Bien sûr cette initiative ne se limiterait pas aux professeurs de sciences ou d'économie, tout enseignant est concerné par le problème.

Provisoirement tous ceux que l'initiative intéresse peuvent écrire à :

Colette MALLIER  
Le Stang  
29143 PLOGASTEL SAINT GERMAIN

## LE COURRIER DES LECTEURS

Je tiens à vous dire que j'apprécie beaucoup votre journal, qui est fertile en informations, et qui ne nous cache pas ce que les autres nous cachent.

Dans votre journal de décembre 80 Janvier 81, vous faites allusion aux problèmes d'eau et à Lémézec, la marche du 8 mars à laquelle ont participé un bon millier de personnes, prouve bien que les gens ne sont pas dupes.

Merci à vous tous donc, car maintenant nous avons un journal qui ne joue plus à cache-cache avec la réalité. Bonne continuation.

Pierre QUILLIVIC.

C'est avec un peu de retard que je vins me réabonner à votre journal. Etant à la recherche d'informations (diversifiées) sur le nucléaire, pour forger, argumenter, la lutte contre la 2ème centrale de CHOOZ, je suis donc très intéressé par votre journal : les articles y sont très intéressants (certains exclusifs), tout cela appuyés par des dessins humoristiques, qui le rende plus agréable à étudier.

Je vous joins quelques informations qui vous donneront, le point de la situation à CHOOZ.

B. MARTIN.

On essaye, au Clin de REPON de sensibiliser 1) les Maires, 2) les leaders paysans (F.D.S.E.A. paysans-travailleurs, C.P.J.A. etc), ceci au niveau des lignes T.H.T. en projet sur RIEUX, ALLAIRE, ST-GORGON vers PLOGOFF. Il faut absolument essayer de créer un nouveau front d'opposition à PLOGOFF tout le long des lignes T.H.T. au niveau des nuisances santé, mais aussi portefeuille (expropriations etc...) Cela concerne des millions de gens relativement faciles à sensibiliser, car la nuisance est palpable et visuelle. La F.D.S.E.A. du CAP ayant pris position contre la centrale, il serait intéressant de sensibiliser les F.D.S.E.A. locales au sud et nord de la RETAGNE. A noter le silence remarquable d'E.D.F. ("confidentiel" sur les dossiers déposés dans toutes les maires concernées), également lors du dessin de ces fameuses croix blanches dessinées sur les routes au-dessus desquelles passeront ces lignes T.H.T. et probablement destinées aux photos aériennes.

J. Le SOUEFF.

### SOMMAIRE

page 2 provocations du pcf au Cap

page 4 Position de la coordination

page 6 Réflexion d'un militant de la CGT

page 8 PLOGOFF - ALTERNATIVES

page 12 Un travailleur irradié

page 14 à 23 Le DOSSIER : Luttés anti-nucléaires

page 24 26 hectares de terre pour EDF

page 26 Les mines d'uranium

page 30 Une position de la CSF

page 31 Des enseignants nantais

# Nukleel ?

Abonnement 5 numéros : 15 francs

Abonnement de soutien : 40 francs

à expédier à : NUKLEEL ? B.P 30 29207 Landerneau

directrice de la publication : M. Guyonic - numéro ISSN 0222-6553